

Doctrines

Législation Communautaire

Assurances

- (063477) La DDA, deux mois après son entrée en application : focus sur les obligations de conseil et de formation continue , CHETTAR Jocelyne (Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, 01/12/18, n°2, p.22-24)

Banque

- (063450) Les données standardisées des prêts non performants, VERDIN Thomas (Banque, 01/01/19, n°827)

Bourse et marchés financiers

- (063471) The european journey of alternative lenders : towards a Capital Markets Union ? DORIN Philippe , VOJTKO Martin (International journal for financial services, 01/12/18, n°3. p.80-94)

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (063445) La convergence numérique des données personnelles : le temps et l'espace au coeur des problématiques juridiques liées à l'innovation numérique. L'exemple du principe de la Privacy by design (I), THIBOULT Oriane (Revue Lamy Droit de l'immatériel, 01/12/18, n°154. p.62-65)

Législation Internationale

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (063470) RegTech as a response to regulatory expansion in the financial sector , COLAERT Veerle (International journal for financial services, 01/12/18, n°3, p.57-77)

Législation Nationale

Banque

- (063448) Intégrer le risque cyber dans la gouvernance des risques bancaires, CASTANIER Mathieu, ROUSSELY Bernard (Banque, 01/01/19, n°827)
- (063430) Le droit bancaire et financier à la lumière des droits fondamentaux (Colloque de l'Ecole de droit de Clermont-Ferrand du 16 mars 2018), MAYMONT Antony (Revue de droit bancaire et financier, 01/11/18, n°6, p.58-93)

Bourse et marchés financiers

- (063427) La prise de sûreté sur crypto-monnaie : le cas du bitcoin , BALI Medhi (Revue de droit bancaire et financier, 01/11/18, n°6, p.26-31)
- (063425) Les crypto-monnaies : régulation et usages , JULIENNE Maxime (Revue de droit bancaire et financier, 01/11/18, n°6, p.18-23)
- (063380) La gouvernance et les rémunérations dans les sociétés cotées passées au crible de l'AMF , (B.R.D.A., 15/12/18, n°24, p.27-29)

Civil

- (063374) Focus sur les majeurs protégés : de quelques questions pratiques , COMBRET Jacques , HOUIS Arnaud (J.C.P. N., 14/12/18, n°50, p.51-54)
- (063373) Focus sur mineur et droit des sociétés, COMBRET Jacques , HOUIS Arnaud (J.C.P. N., 14/12/18, n°50, p.48-50)

Commercial

- (063489) L'application du droit de la consommation au professionnel dans les contrats conclus hors établissement (Cahiers droit de l'entreprise, 01/11/18, n°6)

Garantie

- (063472) Le cautionnement entre époux, GUENETTE SEIGNEURET Julie (Petites Affiches, 20/12/18, n°254, p.6-12)
- (063446) La fin de la mention manuscrite ad validitatem dans le cautionnement des dettes locatives (observations sur l'article 134 de la loi Elan), JUILLET Christophe (Revue Lamy Droit civil, 01/01/19, n°166, p.21-24)

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (063426) Données personnelles : articulation de la Directive sur les Services de paiement 2 et du règlement général sur la protection des données - Acte II : suite et fin ? , BANCK Aurélie (Revue de droit bancaire et financier, 01/11/18, n°6, p.23-26)

Sociétés et autres groupements

- (063412) Réforme des articles 1833 et 1835 du Code civil: l'équilibre entre performance financière et extra-financière des sociétés, MASSART Thibault (Gazette du Palais, 18/12/18, n°44)
- (063367) Les évolutions récentes du Conseil d'administration dans les sociétés cotées, SAUVAGEOT François (Revue Lamy Droit des affaires, 01/12/18, n°143, p.18-23)

Institutions bancaires et financières
--

- (063520) Décision de la Commission des sanctions de l'AMF du 28 décembre 2018 sur la demande de relèvement de M. Vernes de l'interdiction à titre définitif d'exercer l'activité de gestion pour le compte de tiers (Commission des sanctions AMF, 28/12/18)
- (063519) Décision de la Commission des sanctions de l'AMF du 28 décembre 2018 à l'égard de la société Amadéis (Commission des sanctions AMF, 31/12/18)

- (063518) Accord de composition administrative conclu avec la société Solocal Group (AMF) (Accords de composition administrative AMF, 04/01/19)
- (063509) 2019-003 Communication CFONB n° 2019-0002 - Publication des nouvelles versions des Rulebooks 2017 et 2019 du prélèvement SEPA (SDD Core, SDD B2B) et du virement SEPA (SCT, SCT Inst) (Communications Adhérents FBF, 08/01/19)
- (063504) Position-recommandation DOC-2019-01 - Communication des sociétés cotées lors de l'émission de titres de capital ou donnant accès au capital ne donnant pas lieu à la publication d'un prospectus soumis au visa de l'AMF (Positions AMF, 08/01/19)
- (063503) 2019-002 Communication CFONB n° 2019-0001 - Nouvelle version de la brochure "Codes opérations interbancaires pour les restitutions clientèle" (Communications Adhérents FBF, 07/01/19)
- (063409) La Commission des sanctions de l'ACPR sanctionne la Banque Postale (Commission des sanctions ACPR, 21/12/18)
- (063408) 2018-097 Bon usage professionnel FBF pour les clients identifiés comme éligibles à l'"offre spécifique clients fragiles" (OCF) au titre des articles L312-1-3 et R312-4-3 du Code monétaire et financier (Communications Adhérents FBF, 21/12/18)
- (063407) 2018-096 Communication CFONB n° 2018-0063 - Procédure de traitement des titres de sociétés en liquidation (Communications Adhérents FBF, 21/12/18)

Jurisprudence

Législation Communautaire

Bourse et marchés financiers

- **(063461) Entreprises non agréées en qualité d'agence de notation de crédit**

L'ESMA a sanctionné des entreprises émettant des recommandations et fournissant un service de recherche en investissement sur le fondement du règlement du 16 septembre 2009 au motif que lors de leurs activités, elles émettaient, sans y avoir été autorisées, des notations de crédit au sens dudit règlement. (11/07/18 : Revue de droit bancaire et financier 2018, n°6, p.55 - note de BONNEAU Thierry)

Législation Nationale

Assurances

- **(063451) Précisions du Conseil d'État sur la Recommandation de l'ACPR en matière d'assurance emprunteur**

Par une décision du 22 octobre 2018, le Conseil d'État donne un certain nombre de précisions utiles sur différents points figurant dans la Recommandation de l'ACPR du 26 juin 2017 sur le libre choix de l'assurance emprunteur souscrite en couverture d'un crédit immobilier. Il rejette à cette occasion la requête de la Fédération bancaire française qui lui demandait d'annuler, pour excès de pouvoir, la Recommandation en question. (Conseil d'Etat - 22/10/18 : Banque 2019, n°827 - note de LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme, KOVAR Jean-Philippe)

Banque

- **(063455) Assurance emprunteur : extension du domaine des obligations du prêteur envers l'emprunteur**

La banque manque à ses obligations en n'informant pas les emprunteurs du caractère manifestement erroné des motifs de refus de garantie transmis par l'assureur. (Cass.Com - 05/09/18 - 17-15866 : Revue de droit bancaire et financier 2018, n°6, p.40 - note de LEBLOND Nicolas)

- **(063453) Secret bancaire : Pièces pouvant être produites par un établissement de crédit dans le cadre d'une procédure l'opposant à un client**

Par une décision du 4 juillet 2018, la chambre commerciale de la Cour de cassation précise la portée du secret bancaire s'agissant des pièces susceptibles d'être produites par un établissement de crédit dans le cadre d'une procédure l'opposant à un client. (Cass.Com - 04/07/18 - 17-10158 : Revue de droit bancaire et financier 2018, n°6, p.33 - note de SAMIN Thierry , TORCK Stéphane)

Bourse et marchés financiers

- **(063460) Précisions concernant le rôle de la CA de Paris saisie d'un recours contre une décision de sanction de l'AMF**

La cour d'appel, saisie d'un recours contre une décision de la Commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers, doit, sous réserve du cas où l'irrégularité affecte la procédure dans son entier, se prononcer sur le fond de l'affaire en vertu de l'effet dévolutif du recours ou ordonner le renvoi de la procédure devant l'AMF aux fins de reprise de l'instruction. Dans le cas contraire, sa décision d'annulation, devenue irrévocable, met fin aux poursuites qui ne pourront être reprises. (Cass.Com - 24/10/18 - 16-15008 : Revue de droit bancaire et financier 2018, n°6, p.54 - note de PAILLER Pauline)

- **(063432) L'investisseur institutionnel en fonds d'investissement et l'assurance contre la fraude**

Lorsqu'un fonds d'investissement n'est pas dépourvu de la personnalité morale, la victime directe de la fraude consistant dans le détournement du montant des souscriptions est le fonds et non ses investisseurs. Un investisseur ne peut en conséquence prétendre à une indemnité

d'assurance couvrant les pertes pécuniaires subies résultant d'une fraude commise à l'encontre de l'assuré. (Cass.Com - 19/09/18 - 17-11443 ; 17-13473 : Revue de droit bancaire et financier 2018, n°6, p.52 - note de RIASSETTO Isabelle)

- **(063411) Pratique commerciale trompeuses et fonds commun de placement**

En présence d'une clause d'une brochure commerciale d'une banque relative à un fonds commun de placement de nature à laisser penser à un investisseur qu'il aura la certitude de récupérer à l'échéance son investissement, sans expliciter comment les frais de gestion sont de nature à influencer les résultats de l'investissement en question, c'est-à-dire une clause constitutive du délit de pratiques commerciales trompeuses, le délai de prescription de l'action publique de 3 ans doit commencer à courir au jour où l'intéressé a pu constater que de telles promesses ne seraient pas tenues. Or, pour les juges parisiens, la réception par l'intéressé d'un relevé annuel concernant la situation de son compte et permettant de relever que la somme versée était amputée de frais d'adhésion, tout en faisant référence à des frais de gestion, doit pouvoir être vue comme le point de départ de ce délai de prescription, les faits sont donc jugés en l'occurrence prescrits. (Cour d'appel - Paris - 24/09/18 : Gazette du Palais 2018, n°44, p.16 - note de LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme)

Garantie

- **(063480) Les principales décisions de jurisprudence en matière de cautionnement donné à un créancier professionnel**

Une personne physique qui se porte caution au profit d'un créancier professionnel doit porter sur l'acte de cautionnement les mentions définies par la loi. A défaut, le cautionnement est nul. Cette obligation, applicable dans la vie des affaires, donne lieu à une jurisprudence pléthorique. En voici les principaux enseignements. (Cass.Com - 10/01/18 - 15-11106 ; Cass.Com - 24/05/18 - 16-24400 ; Cass.Com - 21/11/18 - 16-25128 ; Cass.Com - 09/05/18 - 16-26926 : B.R.D.A. 2019, n°1, p.17)

- **(063429) Chronique : garanties du crédit - sûretés personnelles et réelles**

Loi Pacte et sûretés ; Formalisme applicable au cautionnement d'un engagement de location ; cautionnement : proportionnalité en cas de retour à meilleure fortune ; Proportionnalité de l'engagement de caution ; Preuve de la proportionnalité et situation patrimoniale ; Cofidéjusseur et disproportion de l'engagement de la caution (Cass.Com - 17/10/18 - 17-21857 ; Cass.Com - 05/09/18 - 16-25185 ; Cass.Civ. - 26/09/18 - 17-17668 ; Cass.Civ. - 26/09/18 - 17-17903 : Revue de droit bancaire et financier 2018, n°6, p.38 - note de LEGEAIS Dominique)

Procédures collectives

- **(063422) Contenu du rapport du juge-commissaire**

L'absence de rapport du juge-commissaire prévu à l'article R. 662-12 du Code de commerce, son contenu imprécis, son absence de communication ainsi que la non-justification de cette communication sont des causes de nullité du jugement. La cour d'appel de Versailles vient d'adresser deux sérieux rappels en ce sens. Pour autant, dès lors que l'annulation n'affecte pas la validité de l'acte introductif, la procédure peut être sauvée par l'effet dévolutif. (Cour d'appel - Versailles - 02/10/18 ; Cour d'appel - Versailles - 09/10/18 : J.C.P. E. 2018, n°51-52, p.22 - note de DELATTRE Christophe)

Textes

Législation Communautaire

Banque

- (063512) Rectificatif au règlement d'exécution (UE) 2018/1605 du Conseil du 25 octobre 2018 mettant en œuvre le règlement (UE) 2015/1755 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Burundi et à la décision (PESC) 2018/1612 du Conseil du 25 octobre 2018 modifiant la décision (PESC) 2015/1763 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Burundi (J.O.U.E. série L n°8 du 10/01/19, p.38)
- (063511) Décision d'exécution (PESC) 2019/29 du Conseil du 9 janvier 2019 mettant en œuvre la décision (PESC) 2017/1775 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Mali (J.O.U.E. série L n°8 du 10/01/19, p.30)
- (063507) Règlement (UE) 2016/44 du Conseil du 18 janvier 2016 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye et abrogeant le règlement (UE) n° 204/2011 (Rectificatif) (J.O.U.E. série L n°6 du 09/01/19, p.10)
- (063506) Décision (PESC) 2019/25 du Conseil du 8 janvier 2019 portant modification et mise à jour de la liste des personnes, groupes et entités auxquels s'appliquent les articles 2, 3 et 4 de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme, et abrogeant la décision (PESC) 2018/1084 (J.O.U.E. série L n°6 du 09/01/19, p.6)
- (063505) Règlement d'exécution (UE) 2019/24 du Conseil du 8 janvier 2019 mettant en œuvre l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2018/1071 (J.O.U.E. série L n°6 du 09/01/19, p.2)

- (063495) Règlement d'exécution (UE) 2019/23 de la Commission du 7 janvier 2019 modifiant le règlement (CE) n° 1210/2003 du Conseil concernant certaines restrictions spécifiques applicables aux relations économiques et financières avec l'Iraq (J.O.U.E. série L n°5 du 08/01/19, p.1)
- (063479) Taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement : 0,00 % au 1er janvier 2019 - Taux de change de l'euro (J.O.U.E. série C n°2 du 04/01/19, p.1)
- (063421) Décision (PESC) 2018/2078 du Conseil du 21 décembre 2018 modifiant la décision 2014/512/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (J.O.U.E. série L n°331 du 28/12/18, p.224)
- (063399) Décision (PESC) 2018/2054 du Conseil du 21 décembre 2018 modifiant la décision 2013/184/PESC concernant les mesures restrictives à l'encontre du Myanmar/de la Birmanie (J.O.U.E. série L n°327 I du 21/12/18, p.5)
- (063398) Règlement d'exécution (UE) 2018/2053 du Conseil du 21 décembre 2018 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 401/2013 concernant des mesures restrictives instituées à l'encontre du Myanmar/de la Birmanie (J.O.U.E. série L n°327 I du 21/12/18, p.1)

Bourse et marchés financiers

- (063418) Décision (UE) 2018/2064 de l'Autorité européenne des marchés financiers du 14 décembre 2018 renouvelant l'interdiction temporaire de la commercialisation, la distribution ou la vente d'options binaires aux clients de détail (J.O.U.E. série L n°329 du 27/12/18, p.27)
- (063395) Décision d'exécution (UE) 2018/2047 de la Commission du 20 décembre 2018 relative à l'équivalence du cadre juridique et du dispositif de surveillance applicables aux bourses en Suisse conformément à la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil (J.O.U.E. série L n°327 du 21/12/18, p.77)

Législation Nationale

Assurances

- (063392) Arrêté du 12 décembre 2018 portant modification de l'arrêté du 20 décembre 2012 modifié fixant le montant des frais d'inscription annuels au registre unique des intermédiaires mentionné à l'article L. 512-1 du code des assurances et à l'article L. 546-1 du code monétaire et financier (J.O. n°295 du 21/12/18)

Banque

- (063442) Arrêté du 21 décembre 2018 portant application des articles L. 562-3, L. 745-13, L. 755-13 et L. 765-13 du code monétaire et financier (J.O. n°298 du 26/12/18)
- (063440) Décret n° 2018-1365 du 28 décembre 2018 relatif aux prêts ne portant pas intérêt consentis pour financer la primo-accession à la propriété (J.O. n°302 du 30/12/18)
- (063438) Arrêté du 21 décembre 2018 relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal (J.O. n°302 du 30/12/18)
- (063417) Avis du 26 décembre 2018 relatif à l'application des articles L. 314-6 du code de la consommation et L. 313-5-1 du code monétaire et financier concernant l'usure (J.O. n°299 du 27/12/18)
- (063416) Arrêté du 21 décembre 2018 relatif au rapport sur l'organisation des dispositifs de contrôle interne de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et de gel des avoirs (J.O. n°299 du 27/12/18)
- (063415) Décret n° 2018-1228 du 24 décembre 2018 portant application de l'acte délégué adopté en vertu du 1 de l'article 98 de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 (J.O. n°298 du 26/12/18)
- (063413) Décret n° 2018-1224 du 24 décembre 2018 relatif à la fourniture d'espèces dans le cadre d'une opération de paiement (J.O. n°298 du 26/12/18)
- (063403) Arrêté du 20 décembre 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier

(J.O. n°297 du 23/12/18)
- (063402) Arrêté du 20 décembre 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°297 du 23/12/18)

- (063401) Arrêté du 20 décembre 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°297 du 23/12/18)
- (063400) Arrêté du 20 décembre 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°297 du 23/12/18)
- (063394) Arrêté du 20 décembre 2018 portant application des articles L. 562-3, L. 745-13, L. 755-13 et L. 765-13 du code monétaire et financier (J.O. n°295 du 21/12/18)
- (063393) Arrêté du 20 décembre 2018 portant application des articles L. 562-3, L. 745-13, L. 755-13 et L. 765-13 du code monétaire et financier (J.O. n°295 du 21/12/18)

Bourse et marchés financiers

- (063437) Décret n° 2018-1327 du 28 décembre 2018 relatif aux contributions dues à l'Autorité des marchés financiers (J.O. n°302 du 30/12/18)
- (063414) Décret n° 2018-1226 du 24 décembre 2018 relatif à l'utilisation d'un dispositif d'enregistrement électronique partagé pour la représentation et la transmission de titres financiers et pour l'émission et la cession de minibons (J.O. n°298 du 26/12/18)
- (063391) Décret n° 2018-1188 du 19 décembre 2018 relatif à la procédure de communication des données de connexion aux enquêteurs de l'Autorité des marchés financiers (J.O. n°295 du 21/12/18)

Civil

- (063441) Loi n° 2018-1244 du 27 décembre 2018 visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer (J.O. n°300 du 28/12/18)

Public

- (063439) Décret n° 2018-1353 du 28 décembre 2018 relatif au cantonnement de l'indisponibilité des sommes laissées au compte en cas de saisie administrative à tiers détenteur (J.O. n°302 du 30/12/18)
- (063436) Décret n° 2018-1326 du 28 décembre 2018 relatif à l'émission des valeurs du Trésor (J.O. n°302 du 30/12/18)

- (063435) Loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 (J.O. n°302 du 30/12/18)
- (063434) Décret n° 2018-1311 du 28 décembre 2018 modifiant le décret no 2017-1318 du 4 septembre 2017 relatif à un apport de trésorerie remboursable au bénéfice des agriculteurs (J.O. n°301 du 29/12/18)
- (063433) Décret n° 2018-1310 du 28 décembre 2018 modifiant le décret n° 2016-1203 du 7 septembre 2016 relatif à un apport de trésorerie remboursable au bénéfice des agriculteurs (J.O. n°301 du 29/12/18)
- (063406) Loi n° 2018-1202 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information (J.O. n°297 du 23/12/18)
- (063405) Loi organique n° 2018-1201 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information
(J.O. n°297 du 23/12/18)